

Le gel contre nature

Autor(en): **Jaggi, Yvette**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **24 (1987)**

Heft 870

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1019721>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le gel contre nature

Trente ans avant le "glasnost" de l'ère Gorbatchev, on célébrait le "dégel" consécutif au XX^{ème} Congrès du PCUS, avec un début de détente intérieure et un essai de décentralisation économique. Le *dégel*, c'était aussi le titre d'un roman d'Ilya Ehrenbourg, traduit en 1957, qui évoquait la dureté du régime stalinien et l'espoir d'un changement.

Aujourd'hui, le dégel est accompli à l'Est, et on y marche même vers la transparence - la glace fondue ayant fait place à la glace sans tain. À l'Ouest en revanche, on parle désormais beaucoup de gel, en matière de production agricole tout au moins.

Le problème est bien connu: malgré l'industrialisation, l'urbanisation et le bétonnage routier, la terre livre généreusement des excédents de plus en plus difficiles à écouler sur un marché saturé, où les estomacs des gens et des bêtes ne peuvent plus absorber les quantités produites, et dans un monde où la faim n'est pas solvable.

Malédiction de l'abondance, qui pèse sur les budgets de tous les pays industrialisés, et inspire aux responsables de la politique agricole des idées de plus en plus folles. Il y avait eu M. Mansholt et son célèbre plan de reconversion des populations arrachées à leurs exploitations trop petites pour survivre. Aujourd'hui, une génération ayant passé, la culture et l'élevage n'occupent plus que 3 à 9% de la population active dans les pays non méditerranéens de la zone OCDE.

Serait-ce encore trop? Oui, semblent penser les technocrates de la Communauté européenne, qui songent sérieusement à proclamer un grand "gel"; en clair: l'abandon de plusieurs millions d'hectares de terres agricoles dans les douze pays de la Communauté, en vue de limiter la production de denrées alimentaires dont l'Europe n'a que faire.

Il est question de "geler" les terres les plus médiocres, celles dont la mise en culture est en général relativement récente, et justifiée par une politique de prix garantis à un niveau relativement élevé. A noter qu'en Suisse l'encouragement

des exploitations travaillant dans des conditions difficiles représente un tiers des dépenses totales et la moitié des dépenses nettes pour l'agriculture.

Pour l'avenir des terres européennes libérées par l'agriculture, les experts envisagent des changements d'affectation qui disent bien le caractère définitif du "gel": le boisement, irréversible selon la loi ou la pratique, et la mise à disposition des activités de loisirs. Et vive le tourisme rural, les parcs d'attraction, les réserves d'animaux, les terrains de golf et autres centres équestres! Ayant trop bien rempli sa fonction traditionnelle de nourricière, la campagne devrait donc désormais pourvoir à la distraction et à la détente des gens de la ville (par des Disneyland?)

Drôle de philosophie, qui vise la coexistence des techniques de culture intensive et de sélection génétique pour les domaines encore exploités d'une part, et des terres "gelées" de l'autre. L'abandon de ces dernières va provoquer un choc immense, parce qu'il rompt avec l'obsession ancestrale d'une utilisation maximale des terres défrichées, longtemps insuffisantes pour nourrir les hommes. (... suite au verso)

Voici l'été

■ (réd.) A l'heure où paraîtront ces lignes devrait se trouver vérifié le pronostic des météorologues: après juin humide, juillet et août seront torrides. Les caprices de la grenouille n'ont en principe pas d'influence sur l'équipe de DP. Comme chaque année, nous profitons de ces mois où l'actualité sommeille quelque peu pour recharger nos batteries.

C'est ainsi que le numéro 871 sortira de presse le 16 juillet, le 872 le 6 août et le 873 le 27 août. Dès le 3 septembre, DP 874 annoncera la reprise des parutions hebdomadaires.

Bonnes vacances à vous tous et merci encore de votre fidélité.

Le gel contre nature (... suite)

Le pire est que l'on risque de choquer en vain. Pour plusieurs raisons: en préconisant la coexistence précitée, on rate la chance représentée pour l'environnement par des productions plus extensives, moins "forcées" par l'agrochimie et la médecine vétérinaire. Ensuite, les terres médiocres sont souvent en pente, et il y a pour leur culture bien d'autres raisons que strictement agricoles (prévention de l'érosion, des avalanches, etc); cela mérite subvention à l'entretien, pas à l'abandon. Enfin les mesures de limitation quantitative de la production ne donnent pas les résultats les plus convaincants.

On l'a bien vu en Suisse avec le contingentement laitier. En gros, comme disent les responsables de la politique agricole, le système a permis "une certaine maîtrise de la situation". Mais au prix d'un compte laitier ascendant au milliard de francs, et d'une surproduction déplacée vers la viande et même les céréales panifiables. Le tout malgré les différentes formules de "gel" provisoire ou définitif (c'est-à-dire pour quinze ans au moins en jargon agricole-fédéral) proposées depuis des années aux producteurs.

La résistance des réalités aux mesures quantitatives a quelque chose de très sain. La nature n'est pas malthusienne. Elle ferait même plutôt dans le genre gaspilleur. Vouloir limiter les quantités sans distordre les conditions de production relève du faux pari. Nous avons la chance en Suisse d'avoir rendu impossible un gel des terres à l'européenne, grâce à la sauvegarde impérative des surfaces d'assolement (450 000 ha). Sachons tirer parti de cette situation pour expérimenter et développer d'autres méthodes de culture et d'entretien du sol, qui le ménagent comme le bien de production le plus précieux mérite de l'être.

YJ

INDUSTRIE CHIMIQUE SUISSE

"Si tu m'aimes plus, je m'en vais à l'étranger"

■ (jd) L'industrie chimique est inquiète pour son avenir en Suisse. Lors de l'assemblée générale de la Société suisse pour l'industrie chimique, Albert Bodmer, président de la direction de Ciba-Geigy n'a pas mâché ses mots: la Suisse, comme lieu de production, est remise en question. Non pas tant à cause du niveau élevé du franc suisse – ce facteur peut s'améliorer rapidement – que du développement des services, notamment dans les grandes agglomérations, et de l'attitude hostile à l'industrie qui se fait sentir dans la population.

La concurrence du tertiaire est sensible sur le marché du travail: difficulté de trouver du personnel qualifié et d'offrir des salaires comparables à ceux des services. Par ailleurs, dans les grandes villes le coût de la vie est élevé et les logements comme les terrains industriels, rares et chers.

Ce n'est pas tout. En matière de protection de l'environnement et de sécurité, on observe une évolution préoccupante des esprits qui conduit à refuser l'idée même de risque, ainsi qu'une opposition systématique à tout projet nouveau. L'industrie chimique est prête à investir des centaines de millions pour la préserva-

tion de l'air, de l'eau et du sol si les conditions qui lui sont offertes en Suisse ne s'écartent pas trop de celles qui sont imposées à la concurrence internationale.

Effectivement, l'image de la chimie n'est pas des plus positives dans l'opinion publique. Reste à savoir s'il s'agit seulement d'une réaction irrationnelle d'enfants gâtés ou si l'industrie chimique ne porte pas une lourde responsabilité dans la dégradation de son image: à Bâle, l'épuration des eaux n'a été réalisée que très tardivement à cause de ses réticences; ailleurs en Suisse les entreprises chimiques n'ont agi que sous la contrainte et ont fait un large usage du chantage à l'emploi pour se soustraire à leurs responsabilités.

L'attitude de Sandoz à la suite de la catastrophe de Schweizerhalle n'a guère contribué à améliorer les rapports de confiance. Plutôt que d'incriminer les frayeurs infondées de la population, l'industrie chimique serait bien inspirée de revoir sa politique d'information et de persuader l'opinion par des faits. Le consensus entre autorités, public et industriels qu'elle appelle de ses vœux aurait alors quelque chance de voir le jour.

Une vieille dame indignée

■ (cfp) Elle s'appelle Marie Büchi, elle a 92 ans. Elle était la seule candidate de la liste "VA" (Action populaire contre trop d'étrangers et de bénéficiaires du droit d'asile) présentée aux élections du Conseil bourgeois de Bâle en ce début d'été.

Elle n'a pas été élue, mais sa liste a obtenu 1,5% des suffrages exprimés; plus que la "liste féminine pour la paix et la liberté", apparentée au Parti du travail.

On peut y voir un symptôme de l'éclatement de la vie politique. Marie Büchi, dont on imagine les conseillers, est contre les requérants d'asile depuis qu'elle a reçu la résiliation de son bail par son ancien propriétaire.

Elle n'admettrait en Suisse que ceux sur lesquels on a tiré ou qui ont été torturés. Avec un tel programme elle a recueilli près de 2000 suffrages personnels, alors que le premier élu, un libéral, en a recueilli 4592.

A part ce cas, à méditer, les élections au Conseil bourgeois, organisées tous les six ans, ont été marquées par une très faible participation au vote, par une modeste entrée des Verts (2 élus) et par quelques autres changements de peu d'importance, n'ayant pas de signification majeure pour les prochaines élections fédérales.

L'Action nationale n'a pas souffert de la candidature Büchi.